

<http://gec.venissieux.org/NOUS-N-ACCEPTONS-PAS-UN>



NOUS N'ACCEPTONS PAS UN CONTOURNEMENT FRET FERROVIAIRE

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -



Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

NOUS N'ACCEPTONS PAS UN CONTOURNEMENT FRET FERROVIAIRE AU RABAIS

Par un coup de force inadmissible, après un simulacre d'écoute de quelques représentants des maires le 20 avril au matin, en dehors de la présence des parlementaires, et lors d'un comité de pilotage réuni précipitamment par le préfet de Région, le secrétaire d'état aux Transports Dominique Bussereau, sous l'autorité du ministre de l'Environnement Jean Louis Borloo, vient de décider de l'avenir des riverains vénissiens des lignes SNCF et des habitants du Sud et de l'Est de l'agglomération lyonnaise, en refusant de retenir le tracé de la ligne LGV pour le tronçon Sud du CFAL et en choisissant celui de la plaine d'Heyrieux - Sibelin Nord.

Par la voix de Dominique Bussereau, le gouvernement affiche son mépris de l'avis des élus au suffrage universel par les populations impactées par le futur CFAL, les maires de tous bords politiques de l'Est et du Sud Lyonnais réunis dans l'association PARFER, le Grand Lyon, le département du Rhône et la Région Rhône Alpes.

Il donne satisfaction aux lobbies économiques ou associatifs.

La mascarade gouvernementale ne trompe personne ; ce choix est en fait dicté depuis longtemps malgré l'écran de fumée politicien de Dominique Perben, la veille des Présidentielles de 2007.

Cette vision au rabais de l'aménagement du territoire -comme le fut déjà la Rcade EST- correspond au refus du gouvernement de mobiliser les moyens financiers pour de grands travaux d'infrastructure porteurs d'avenir et soucieux du service rendu aux populations pour le long terme.

En choisissant le tracé de la plaine d'Heyrieux, nouvelle fracture au sein des territoires du Sud-Est lyonnais, le ministre compromet pour un siècle l'éloignement du grand transit ferroviaire européen du noeud lyonnais et le développement durable et économique de toute une région.

En oubliant volontairement de préconiser et d'ordonner les moyens d'investissement à l'échelle d'un traitement métropolitain des nuisances de bruits et de pollutions le long de la ligne historique Lyon-Chambéry-Turin, dans l'esprit du Grenelle de l'Environnement, le ministre condamne les populations riveraines à mal vivre pour au moins 20 ans, à Grenay, St Pierre de Chandieu, à Toussieu et à Mions, à Corbas et à St Priest, jusqu' à Feyzin et St Fons . C'est une très mauvaise nouvelle pour les habitants du Sud-Est lyonnais et du Nord-Isère.

Le conseil municipal de Vénissieux, réuni dans sa séance du 27 avril 2009, s'élève avec véhémence contre cette décision absurde.

Il appelle la population vénissienne et les autres villes du Sud-Est lyonnais et des rives du Rhône à manifester ensemble leur profonde désapprobation.

Il propose la tenue d'une consultation populaire plus que jamais indispensable.

Il soutient l'initiative d'actions de l'association d'élus « PARFER » pour une opération de fermeture au public des mairies de l'ensemble des communes impactées.

Il demande enfin que les ministres Borloo et Bussereau reçoivent et écoutent, avant toute décision définitive, les maires et parlementaires du Rhône, de l'Isère, de l'Ardèche et de la Loire.

PAS DE CONTOURNEMENT FRET FERROVIAIRE AU RABAIS !

LES ELUS ET LES POPULATIONS N'ONT PAS DIT LEUR DERNIER MOT !